

bulletin hebdo



Le FMI contre la concertation ?

Sergio Ferrari

Managua, 24 janvier (ANN). Les recettes du FMI et de la Banque mondiale et le processus de négociation multisectorielle fondé sur les accords issus de la concertation économique et sociale d'octobre dernier sont-ils compatibles?

A l'approche des "grandes décisions", la polémique se fait plus intense car l'enjeu est énorme. Dans une conjoncture internationale complexe pour les économies périphériques, le gouvernement souhaite renégocier sa dette à l'égard des organismes multilatéraux pour en obtenir de nouveaux crédits, et cela sans porter préjudice à la concertation entre les différentes forces sociales et au consensus auquel elles sont parvenues.

L'optimisme affiché par certains porte-parole du gouvernement semble être contrecarré par les positions du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) et l'attitude énergique manifestée par les forces sandinistes mobilisées en faveur de la privatisation du secteur public au bénéfice des travailleurs et contre l'augmentation du chômage.

LA CONCERTATION, UN POINT DE DEPART

"Le gouvernement, lors de la privatisation du secteur d'Etat, prendra en compte les droits acquis par les travailleurs ainsi que leur droit à la propriété de ces entreprises": cet article du document signé le 26 octobre à l'issue de la concertation est le point de départ du débat actuel.

La relance économique, "pour favoriser la réduction du chômage en créant de nouvelles sources d'emplois productifs", l'engagement de fixer un salaire minimum calculé selon le prix d'un "panier de la ménagère" de 53 produits et révisable périodiquement, la solution du problème de la terre et l'assurance que les "ressources nécessaires aux récoltes" seront attribuées ainsi que le financement des industries sont d'autres aspects importants de l'accord.

S'il est vrai que les travailleurs s'engagent de leur côté à contribuer à la stabilité et à la paix sociale, à améliorer l'efficacité du travail et à épuiser toutes les procédures légales avant de décréter

la grève, tout indique que la concertation engage davantage le gouvernement et l'entreprise privée.

COSEP : QUELLE CONCERTATION ?

Le COSEP n'avait pas signé les accords de concertation et n'a pas participé aux

SOMMAIRE

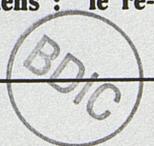
Guerre du Golfe : les conséquences pour le Nicaragua

Assemblée nationale : un tango qui se danse à trois

Sortir de la crise en préparant le Congrès

Honduras : les droits de l'homme sous la botte

Réfugiés salvadoriens : le retour est repoussé



40P 11481

commissions tripartites formées pour en assurer le suivi. "Malgré une campagne officielle de chaque jour et de chaque heure, nous pensons qu'il n'y a pas eu de concertation", a déclaré récemment Gilberto Cuadra, président du COSEP qui avait refusé un poste de ministre en avril dernier pour divergences avec Violeta Chamorro et qui est un farouche adversaire du plan économique actuel. "La concertation n'a aucune valeur et si le gouvernement continue à la promouvoir, c'est parce qu'il se dupe et dupe les nicaraguayens", insiste G. Cuadra, qui, malgré ces fortes critiques, nie que le secteur privé soit frustré par l'action du gouvernement. Selon lui, la discussion au cours de la concertation, dont le but était d'élaborer un programme qui assure la stabilité économique, était en bonne voie. "Mais les syndicats sandinistes ont serré la vis et tout a été fini". La concertation entre de fait en contradiction avec les processus de stabilisation que recommandent le FMI et la Banque mondiale. "Le gouvernement est le dos au mur, pris en sandwich. Nous exposerons notre point de vue aux organismes internationaux qui envoient des missions au Nicaragua".

GOUVERNEMENT : PAS DE CONTRADICTION ENTRE LE FMI ET LA CONCERTATION

"La Banque mondiale et le FMI viennent nous aider à réaliser ce que nous voulons faire", explique Raul Lacayo, qui a remplacé Francisco Mayorga à la direction de la Banque centrale après la concertation. "Nous voulons mettre en oeuvre l'ajustement que nous proposons dans le cadre de la concertation", explique-t-il. Il rejoint les positions du ministre de l'Economie Silvio de Franco, selon lequel "on parle beaucoup de l'orthodoxie du FMI et de la Banque mondiale, c'est même devenu un cliché. Mais en réalité, ces organismes font preuve de beaucoup plus de flexibilité et de disposition à la négociation". Pour le ministre de l'Economie, la concertation n'est pas simplement un événement, mais un processus continu de communication, un cadre de référence permettant de proposer des corrections aux accords qui ont été passés. "Il est tout à fait possible de parvenir à un programme d'ajustements qui produisent des résultats positifs dans le cadre de la concertation".

Tandis que le gouvernement manifeste son optimisme, que la grande entreprise privée réaffirme son pessimisme et prend ses distances, que le Front national des travailleurs se retranche derrière les accords signés, que la mission de la Banque mondiale, qui vient d'arriver, et celle du FMI, qui est attendue, observent la situation, les questions se multiplient. Tous sans exception affirment comprendre parfaitement que dans le contexte d'une crise mondiale aggravée par la guerre du Golfe et compte tenu des faiblesses structurelles de l'économie nicaraguayenne, on n'arrivera à rien sans accord. Pourtant, le consensus national, comme expression d'un accord total, semble mis en échec.

GUERRE DU GOLFE : LES CONSEQUENCES POUR LE NICARAGUA

Managua, 21 janvier (ANN/Barricada). Au Nicaragua, tout comme au Guatemala, la hausse d'un dollar du prix du pétrole brut entraîne une dépense de 600 000 dollars mensuels. Déjà, le Nicaragua a perdu 80 millions de dollars en 1990, à cause de la hausse de sa facture pétrolière qui est passée de 90 à 170 millions. Pour financer cette dépense, il a fallu utiliser 54 % de l'aide extérieure qui avait été obtenue avec peine en 1990. Il n'est resté que peu d'argent pour financer le déficit fiscal et le gouvernement a dû faire marcher la planche à billets.

Ce détournement des ressources a représenté un coût sensible pour un pays qui manque de ressources financières. Il s'est traduit par une pression sur les prix, alors que l'inflation aurait dû ralentir à la fin de l'année dernière. La constitution d'une modeste réserve de pétrole pour affronter la période de la guerre a eu le même effet.

Le fait que nous ayons du brut pour deux mois ne signifie pas que l'inflation va rester stable. Au contraire, des indices de forte spéculation se sont manifestés alors que le gouvernement n'a pas autorisé l'augmentation du prix des combustibles. La dévaluation du cordoba observée sur le marché noir du dollar s'est accélérée depuis le début de la guerre. La hausse des prix de certains produits de première nécessité menace de se généraliser, ce qui va relancer la pression inflationniste. L'accélération de l'inflation pourrait aiguïser le conflit social et menacer la stabilité. Le Nicaragua n'est pas le seul à connaître cette situation: elle est la même dans tous les pays soumis à des programmes de stabilisation.

LORSQUE LE DESTIN NOUS RATTRAPE

Une éventuelle hausse des prix du brut affectera de manière négative la balance commerciale des pays non producteurs; celle des pays pétroliers devrait être sensiblement redressée grâce à la guerre, mais de façon temporaire. Les Etats-Unis ont prévu de faire baisser le prix du brut en offrant une partie de leur réserve de pétrole, afin de ne pas alarmer l'opinion publique nationale et internationale et de limiter les mécanismes de l'inflation mondiale. Avec le retour de la stabilité, les prix reviendraient à des niveaux similaires ou inférieurs à ceux d'avant le conflit mais il n'est pas certain que cela se passe de la même manière sur les marchés intérieurs dans tous les pays. La spirale inflationniste pourrait engendrer des mécanismes propres qui maintiennent l'inflation. Contrairement aux profits, les pertes pourraient être de longue durée pour tous.

La hausse de la demande, l'augmentation du prix des transports pour notre commerce extérieur, l'accumulation de la dette extérieure et le ralentissement écono-

mique des pays du Nord rendent le contexte international fortement destabilisateur. Cela affecte davantage les pays soumis à des programmes de stabilisation tels que l'Argentine, le Pérou, le Brésil ou le Nicaragua dont les finances publiques se trouvent dans une situation délicate, bouleversées par les dépenses extraordinaires qu'entraîne la hausse des prix. Même si les prix baissent, ici le processus inflationniste interne est déjà entré en action.

La négociation de la dette extérieure pourrait se voir affectée si les mouvements de l'inflation mondiale ont une répercussion sur les taux d'intérêt internationaux, ce qui élèverait fortement le service de la dette, impliquant pour les gouvernements de fortes dépenses qui de nouveau mettraient à mal leurs finances publiques. Le destin nous rattrape déjà et les séquelles de cette explosion stérile pourrait nous laisser sur le tapis pour un bon nombre d'années.

ASSEMBLEE NATIONALE : UN TANGO QUI SE DANSE A TROIS

Managua, 22 janvier (ANN). Le vote des députés sandinistes en faveur de la liste dirigée par Alfredo César lors de l'élection du bureau de l'Assemblée nationale a été mal compris par une partie des militants. La question des positions adoptées au Parlement, sans être objet de polémique, fait cependant partie des préoccupations de la base. Sergio Ramírez, président du groupe sandiniste, s'est expliqué cette semaine dans *Barricada*.

Tandis que le jeu parlementaire met mal à l'aise certains députés, comme le Commandant guérillero William Ramírez qui le reconnaît dans une interview, pour Danilo Aguirre, sous-directeur du quotidien *El Nuevo Diario*, le bilan de l'action du groupe sandiniste depuis qu'il est dans l'opposition n'est pas complètement positif. Dans un éditorial paru quelques jours avant l'élection du bureau de l'Assemblée, il expliquait que le FSLN n'a certes pas connu de revers tactique au Parlement, mais qu'il n'a pas avancé en ce qui concerne ses objectifs stratégiques. Reconnaisant que les positions revanchistes adoptées par le secteur le plus à droite de l'UNO "ont acculé les sandinistes et ne leur ont pas permis de se défendre autrement que par des arrangements bureaucratiques" avec la tendance favorable à l'exécutif, il estimait cependant que le groupe sandiniste n'avait pas fait d'efforts suffisants "pour favoriser un combat clair, au milieu du ring, où la législation et les intérêts de la Patrie auraient prévalu". Il appelait donc le FSLN à faire dépendre ses choix de vote des véritables intérêts du Nicaragua et estimait qu'il devait avoir au bureau de l'Assemblée une représentation proportionnelle à sa force électorale, comme le

prévoit le règlement, "sans marchandages ni négociations".

Quelques jours après cette prise de position, comme on le sait, le groupe sandiniste soutenait la liste d'Alfredo César, obtenant deux postes de second rang au bureau de l'Assemblée ainsi que plusieurs présidences de commissions. Sergio Ramírez reconnaît qu'il s'agit là d'une affaire négociée avec le gouvernement. Mais cette décision a étonné certains, qui signalent qu'Alfredo César n'est pas un partenaire fiable. S'il est vrai qu'il fait partie du groupe des "modérés", c'est-à-dire de ceux qui ne sont pas favorables à une confrontation violente avec les sandinistes, on sait qu'il travaille avant tout pour sa propre carrière et sa candidature aux présidentielles de 1996. De plus, il n'y a pas si longtemps, les sandinistes avaient manifesté que la réélection de Miriam Argüello à la présidence de l'Assemblée leur conviendrait, considérant qu'elle avait réellement joué un rôle modérateur depuis le 25 avril. Mais la dirigeante conservatrice, considérée comme la plus souple de la fraction Godoy, a durci ses positions contre l'exécutif lors de la sédition dans la Région V et à propos du budget de la Défense. La décision finale des sandinistes de donner leur soutien à A. César a sans doute à voir avec cette attitude.

Il n'en reste pas moins que ce dernier reste marqué par son passé de dirigeant politique de la contra et son ambition personnelle. A cela s'ajoute une relative incompréhension, de la part de la base, du jeu parlementaire, interprété parfois comme l'un des effets du "co-gouvernement" avec lequel la grande majorité du Front n'est pas d'accord. Pour la députée Dora María Téllez, la stratégie du Front à l'Assemblée est dans le droit fil des décisions prises lors de la réunion des forces sandinistes à El Crucero en juin 1990 qui avait défini comme objectif "la neutralisation des forces revanchardes". De son côté, Sergio Ramírez, chef du groupe sandiniste, a apporté des éclaircissements au cours d'une entrevue accordée à *Barricada*. Reprenant le dicton selon lequel "il faut être deux pour danser le tango", il explique que le tango parlementaire doit être dansé à trois, compte tenu de la division des députés de l'UNO. Le groupe sandiniste a fait beaucoup d'efforts pour se rapprocher de la fraction Godoy, mais sans aucun résultat.

Pour l'ancien vice-président de la République, il n'y a pas aujourd'hui de "co-gouvernement", mais une "entente politique globale qui tend à trouver des points d'accord" en vue de la stabilité nationale. "Le groupe qui représente les intérêts du gouvernement, avec lequel nous avons passé un accord en faveur de la stabilité, doit logiquement recevoir l'appui des députés sandinistes. Sortir de ce cadre global pour soutenir une autre fraction, qui est contre les accords de la concertation, revenait à introduire un élément de rupture injustifié". Deux événements cruciaux ont déterminé le vote en faveur d'A. César: le

soutien de l'Assemblée aux accords issus de la concertation et "la grande embuscade" qu'a constitué le vote du budget de l'armée. En ce qui concerne le peu de confiance qu'inspire A. César, S. Ramírez explique qu'aucune alliance n'a été passée avec lui et que les sandinistes ne lui ont pas signé un chèque en blanc; tout au plus s'agit-il d'une entente, qui sera rompue en cas d'atteinte aux accords de transition et aux accords de concertation.

Dora María Téllez estime que le jeu parlementaire fait partie de la stratégie des alliances, instruments du projet politique du FSLN dont l'un des objectifs est la reconquête du pouvoir. Pour elle, si l'action des sandinistes se limitait à ce jeu, "le parti serait liquidé". Mais celui-ci fait à côté un travail politique dans les masses. "La Révolution se fait par plusieurs voies en même temps".

SORTIR DE LA CRISE EN PREPARANT LE CONGRES

Entrevue avec Carlos Tunnermann par Sergio Ferrari

Managua, janvier 91 (ANN). "Je me considère aujourd'hui comme un simple militant de base du FSLN, qui n'aspire qu'à le demeurer et qui n'a pas perdu foi dans les principes du sandinisme ni dans la Révolution car celle-ci n'est pas terminée, même si notre confiance en certains 'révolutionnaires' n'est plus la même". A l'inverse d'autres cadres sandinistes qui se tiennent sur la réserve, le "simple militant de base" qu'est devenu Carlos Tunnermann, ancien ambassadeur du FSLN aux Etats-Unis, s'exprime sans détour sur la crise que traverse le FSLN. Il appelle son parti à "préparer énergiquement" le premier Congrès qui devra décider des orientations futures.

LA CRISE ET LE CONGRES

Sergio Ferrari: Quelle est votre interprétation de la situation interne du FSLN ?

Carlos Tunnermann: Personne ne peut s'étonner qu'une crise interne secoue le FSLN après la défaite électorale totalement inattendue qu'il a connue. Il faudrait analyser le plus objectivement possible les causes de cette défaite, mais cette discussion est devenue difficile et s'est envenimée car, à mon avis, les principaux responsables de la stratégie électorale du FSLN n'ont pas reconnu clairement leurs erreurs. Sans vouloir nier l'impact énorme de la crise économique et de la guerre, nous devons reconnaître que ces élections ont été en grande partie un référendum auquel le peuple a répondu majoritairement non au FSLN et oui au changement, sans se préoccuper

beaucoup de la nature du candidat de l'opposition. Il faudrait donc se demander pourquoi la majorité des nicaraguayens a souhaité un changement.

SF: Quelles sont, selon vous, les erreurs commises durant la campagne électorale ?

CT: Les gens n'ont pas cru au slogan "tout ira mieux". Si le FSLN avait proposé des têtes nouvelles, cette formule aurait peut-être eu un sens mais pour une réélection, c'était peu convaincant. D'autre part, une des erreurs principales a été de ne pas annoncer la suspension ou la modification du service militaire.

SF: Le premier Congrès du FSLN devrait se tenir en juillet de cette année, six mois après la date initialement prévue. Comment pourrait-il être une réponse à la crise actuelle ?

CT: Pour plusieurs raisons, il aurait été souhaitable de tenir ce Congrès en février comme prévu. C'était une erreur de le repousser et l'argument avancé était inacceptable car, au train où vont les choses, nous ne connaissons jamais de "climat idéal". Ce Congrès est une nécessité organique pour le FSLN, il est indispensable à sa transformation. S'il n'y a pas d'autre ajournement, il faudrait le préparer énergiquement car il ne conviendra pas de l'improviser au dernier moment.

Selon moi, les deux tâches importantes du Congrès devraient être l'adoption d'un nouveau programme politique et l'élection démocratique des instances de direction, conformément à de nouveaux statuts internes. Ces instances pourraient être d'une part l'Assemblée permanente de représentants élus par le Congrès, et d'autre part une direction nationale incluant des représentants de toutes les régions. Le Congrès pourrait également nommer comme conseillers certains militants reconnus qui seraient consultés pour les décisions essentielles. Le plus important est de déterminer une structure démocratique au sein de laquelle personne ne puisse s'arroger certains droits à vie. N'importe quel délégué au Congrès, y compris les dirigeants actuels, devrait pouvoir faire partie des instances directives démocratiquement élues.

QUELLE LIGNE ?

SF: Selon vous, est-il indispensable de réviser les lignes politiques du passé pour projeter le FSLN dans le futur ?

CT: Je suis d'accord avec ceux qui disent que depuis 79 le FSLN aurait dû se présenter au peuple comme une alternative démocratique et non comme le projet unique et absolu de la société nicaraguayenne. Il n'aurait pas fallu s'écarter du programme du Gouvernement de Reconstruction Nationale. Cette double erreur a été à l'origine de toutes les difficultés, y compris de la guerre contre-révolutionnaire. La tentative de brûler les étapes et

d'introduire des "modèles d'orientation socialiste" sans un appareil productif permettant de soutenir les transformations sociales a rompu l'unité et a détruit la possibilité précieuse de structurer le projet national. Cela a enfoncé le pays dans la pire des crises économiques. La situation générale et le niveau de vie de la majorité se sont dégradées ainsi que le démontrent les statistiques. C'est un paradoxe pour un processus révolutionnaire. Le plus lamentable est que certains cadres et dirigeants du FSLN ont adopté un mode de vie qui contraste avec la situation misérable du peuple.

SF: Quel est le défi, aujourd'hui?

CT: Recommencer, mais en s'appuyant sur l'exemple de Carlos Fonseca et des milliers de militants du FSLN qui ont donné leur vie pour que le peuple ait un jour droit à la terre, à la santé, à l'éducation, à la culture, à un toit. Eviter la dispersion et le fractionnement. Le pire serait de tenter d'imposer une ligne; cela pourrait mener à la rupture de l'unité du parti. Le consensus autour des principes essentiels du sandinisme permet une diversité de points de vue tout en maintenant cette unité. Notre constitution est le meilleur monument juridique du sandinisme et je crois que les principes qu'elle contient représentent la base d'un projet national.

SF: Deux questions polarisent le débat : l'intégration du FSLN à l'Internationale socialiste et la question de l'impérialisme? Qu'en pensez-vous?

CT: Lorsque j'entends les discussions sur l'opportunité ou non pour le FSLN de se proclamer social-démocrate, cela me fait mal de voir que nous sommes tentés de renoncer à notre possibilité d'être nous-mêmes, de déterminer notre propre projet politique, qui n'a pas nécessairement à s'inspirer de l'Europe. Nous avons le sandinisme, le nôtre, né du sang de nos héros et nous devons le débarrasser des erreurs passées et l'enrichir de l'expérience acquise. Si nos conceptions sont acceptables par l'Internationale socialiste, tant mieux, mais nous ne devons pas définir notre ligne en fonction d'elle. C'est à partir de notre propre histoire que nous devons le faire. A chaque fois que nous dévions de notre originalité, nous nous trompons.

En ce qui concerne l'impérialisme, s'il était dépassé, la défense de la souveraineté nationale le serait et le sandinisme aussi. Il n'en est malheureusement pas ainsi. Nous sommes sandinistes et nous continuerons à être nationalistes et anti-impérialistes. Personne ne nous a mieux définis que Sandino : "Notre mouvement est national et anti-impérialiste. Nous brandissons la bannière de la liberté pour le Nicaragua et toute l'Amérique latine. Notre mouvement est populaire et préconise une orientation favorable aux aspirations sociales".

HONDURAS : LES DROITS DE L'HOMME SOUS LA BOTTE

Managua, 24 janvier (ANN/Barricada internacional). 1990 aura été l'année des accolades, des accords entre super-puissances et de la fin de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest. Mais pour certain peuples, rien n'a changé. Au Honduras, les violations systématiques des droits de l'homme continuent. Considéré par les Etats-Unis comme une de ses pièces majeures sur l'échiquier géopolitique régional, ce pays a vu sa société et son Etat se militariser et son territoire, base de la contre-nicaraguayenne, occupé par les troupes étatsuniennes. Les Etats-Unis et leurs serviteurs locaux ont instauré un régime de "démocratie restreinte" destiné à maintenir la sécurité intérieure et à faire obstacle au développement des processus révolutionnaires nicaraguayen et salvadorien. Déplacements de populations, déforestation, récoltes perdues, état de guerre dans la région de la frontière avec le Nicaragua : les dommages infligés au Honduras ne se comptent plus et le droit des honduriens à la paix, au développement et à l'autodétermination est bafoué en permanence. Les violations de droits de l'homme sont dans la plupart des cas commis par des membres de Forces armées, encouragés par le silence complice des autorités civiles qui leur garantissent une impunité totale. Cette situation, due en partie à l'hégémonie du pouvoir militaire sur le pouvoir civil s'est aggravée avec le nouveau gouvernement.

En 1988 surgit l'Alliance d'action anticommuniste (AAA), qui prend part à la campagne lancée contre des leaders de l'opposition. L'AAA collabore avec la section de guerre psychologique des Forces armées, avec laquelle travaillent déjà certaines organisations telles que le Mouvement Honduras libre et le Comité hondurien pour la paix et la démocratie. Les dirigeants des organisations de défense des droits de l'homme sont une des cibles privilégiées de l'AAA et de l'armée. Au cours des trois premiers mois de 1990, soixante cas de torture sont dénoncés. Un groupe de honduriens accusés de transporter des armes pour le compte du FMLN sont, entre autres, torturés en permanence durant leur détention. L'un d'eux, Manuel Castillo, témoigne qu'il a entendu un militaire étatsunien donner des conseils à un officier hondurien sur le traitement à donner aux prisonniers.

Sur fond de répression des droits civiques et politiques, le gouvernement décide de suivre les recommandations économiques suggérées par le FMI afin d'avoir accès aux crédits suspendus pour non-paiement de la dette. L'inflation frappe durement les secteurs populaires. Début 90, les chiffres suivants sont publiés:

- 3,5 millions de honduriens sont sous-alimentés

- 75 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de dénutrition
- 1,2 millions de travailleurs sont au chômage total ou partiel
- 450 000 familles sont sans logement
- 180 000 familles paysannes manquent de terres

Les paysans qui, face à l'arrêt de la réforme agraire, font recours aux occupations de terres sont violemment délogés, frappés et emprisonnés par les forces de l'ordre. Aux revendications des syndicats, le gouvernement répond par la persécution de leurs dirigeants. L'ancien leader du syndicat des travailleurs de la Sécurité sociale, Francisco Bonilla, est assassiné en mai 90; la dirigeante actuelle doit passer à la clandestinité pour se protéger. Le conseiller du syndicat des travailleurs de la Banque est retrouvé mort en juin, son corps portant trace de tortures.

Les autorités honduriennes lancent en août un plan de délation publique, baptisé "campagne conscientisatrice", afin de découvrir de soi-disant groupes subversifs. Le projet, qui vise à intégrer la population au travail d'espionnage, est monté avec l'aide de conseillers étatsuniens d'après un modèle identique à celui qui fonctionne depuis des années au Salvador. La presse diffuse plusieurs numéros de téléphone avec lesquels la population est appelée à se mettre en contact pour dénoncer des personnes soupçonnées de trafic d'armes. Le gouvernement offre une récompense aux délateurs et leur garantit l'anonymat. Au début des années 80, un procédé semblable avait été impulsé pour combattre le "mouvement subversif". A cette époque, l'application de la doctrine de sécurité nationale s'était soldée par la disparition de plus de 150 personnes et l'assassinat de plusieurs dizaines de leaders de l'opposition.

Bien que la gauche hondurienne et le conflit armé soient les plus faibles de toute la région centraméricaine, l'armée affirme qu'il existe une "campagne permanente de désinformation contre le gouvernement et les Forces armées". L'incitation à la délation fait l'objet d'une condamnation violente de la part des organisations syndicales et populaires et de certains leaders de l'Eglise catholique, qui la dénoncent comme une véritable guerre psychologique. Le moment choisi pour déclencher cette campagne n'est pas fortuit: il correspond à la longue grève des travailleurs agricoles de la multinationale Tela Railroad Company, qui dure 43 jours et menace de se transformer en grève générale. Certains membres du gouvernement et des Forces armées déclarent alors qu'il existe au Honduras "un problème de sécurité nationale". "Les forces de gauche préparent la confrontation et l'action de masse a pour but de destabiliser le gouverne-

ment", déclare alors le porte-parole des Forces armées pour justifier le lancement de la campagne.

Face aux protestations populaires contre le plan de délation, le chef des Forces armées, Arnulfo Cantarero, traite de "gauchistes potentiels" tous ceux qui s'opposent à cette opération et n'exclut pas la mise en oeuvre de méthodes plus dures pour contenir ce qu'il appelle un "panorama de subversifs à l'affût". Apparemment, le président Callejas approuve dans sa totalité la campagne de délation. Il apprécie la position de A. Cantarero comme "conséquence avec la politique que mène le gouvernement conjointement aux Forces armées". Dans un communiqué présidentiel, il réaffirme son allégeance: "Le gouvernement de la République est un tout cohérent et organique". Une garantie pour les Forces armées que leur pouvoir n'est pas à la veille d'être remis en cause et un avertissement à la population: les droits de l'homme ne sont pas plus un souci pour le nouveau gouvernement hondurien qu'ils ne l'étaient pour l'ancien.

REFUGIES SALVADORIENS : LE RETOUR EST REPOUSSE

Managua, 24 janv (ANN). "Assez des tromperies, nous voulons revenir chez nous", tel était le slogan de la manifestation des réfugiés salvadoriens, le 21 janvier, face au siège du Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies (HCR). C'est en effet la deuxième fois que le retour de ce groupe de 800 personnes est repoussé.

On leur avait promis qu'ils rentreraient chez eux le 20 décembre, mais cela ne s'est pas fait. On leur avait promis de nouveau un départ le 21 janvier. Mais de nouveau ils n'ont pas pu partir. C'est le gouvernement Cristiani qui refuse l'autorisation de rentrer à ces réfugiés, qui travaillent ici depuis plus de dix ans dans des coopératives agricoles. Il a posé plusieurs conditions à leur rapatriement, exigeant d'abord qu'ils possèdent des terres. Mais le groupe a pu en acheter grâce à l'aide d'organismes religieux des Etats-Unis. "Aujourd'hui, explique l'un d'entre eux, on nous demande d'avoir aussi des maisons sur ces terres, ce qui est absurde puisque nous devons d'abord partir pour pouvoir les construire".

De plus, selon un fonctionnaire du HCR, le gouvernement salvadorien préfère rapatrier d'abord les réfugiés du Panama. Pour un représentant de l'organisation religieuse étatsunienne "Revenir chez soi", le gouvernement salvadorien voit dans les réfugiés qui reviennent en groupe des gens organisés. Des 25 000 réfugiés salvadoriens qui sont arrivés au Nicaragua en 1980, il n'en reste aujourd'hui plus que 5 000.

EN BREF

LA GREVE DES MEDECINS s'est étendue à tous les hôpitaux de la capitale et certains centres de province. Le ministre de la Santé, Ernesto Salmerón a déclaré qu'il "aimerait bien que les médecins aient une voiture comme lui" mais que le budget ne permet pas d'augmenter leurs salaires, qui vont de 170 à 360 cordobas-or. Les praticiens en grève continuent à assurer les soins dans les centres hospitaliers.

VICTOIRE DES MERES des Héros et Martyrs et de l'Organisation révolutionnaire des infirmes, qui manifestaient depuis le 21 décembre face au Palais présidentiel. Le 23 janvier, des hommes armés - qui pourrait être des membres du service de sécurité de la présidente - étaient venus les menacer et l'un d'entre eux avait frappé une des manifestantes. Le 24, la négociation a commencé avec la présidence. Outre les avantages sociaux que les manifestants exigeaient, les Mères des Héros et Martyrs ont obtenu que le gouvernement les aide, par des démarches auprès du Honduras et le paiement des frais de voyage, à aller chercher la trace de leurs parents disparus pendant la guerre contre-révolutionnaire.

PEU DE PLACE DANS LES UNIVERSITES. Seulement 14 600 bacheliers, sur 21 000, ont pu s'inscrire à l'Université, qui vit une crise sans précédent. Le Recteur de l'Université autonome, Alejandro Serrano, explique que le budget ne permet pas d'accueillir tout le monde. Il souligne également l'inexistence d'un enseignement technique pour la formation de techniciens supérieurs qui pourrait absorber une partie des bacheliers. D'autre part, les étudiants optent pour un nombre de discipline réduit (médecine, école d'ingénieurs, droit, administration des entreprises) et négligent celles qui conduisent à un emploi sous-payé, comme les Sciences de l'éducation ou la biologie (un biologiste gagne actuellement 200 dollars). Ceux qui n'ont pas obtenu de place vont aller grossir la masse des chômeurs.

COUP DE FREIN AU CORDOBA-OR ? Cette semaine, certaines banques ont refusé de changer les cordobas-or contre des dollars, d'autres ont fixé un plafond. Les retraits sur les comptes-épargne en cordobas-or ont été convertis en cordobas courants, contrairement ce qui avait été annoncé et pratiqué jusqu'à présent. Cette mesure, qui n'avait fait l'objet d'aucune déclaration officiel-

le, était expliquée par le manque de dollars. Après plusieurs jours de confusion totale, la Banque centrale a finalement annoncé que ces mesures ne concernent que les dépôts effectués après le 21 janvier. On prévoit un coup de frein à l'épargne et une relance du marché noir du dollar, qui est déjà devenu très florissant depuis le début de la guerre du Golfe.

BARRICADA CHANGE. Le quotidien sandiniste sortira la semaine prochaine avec une nouvelle maquette et un nouveau profil journalistique. "Nous essayons de faire un journal de lecture plus facile et d'un plus grand impact", déclare le maquettiste. *Barricada* se veut plus professionnel et souhaite attirer un nouveau lectorat. "Nos lecteurs ont apprécié le changement opéré depuis quelques mois : plus d'informations, plus d'enquêtes sur le terrain, plus d'ouverture au débat", estime Carlos Fernando Chamorro qui assume la direction du quotidien du FSLN depuis la Révolution. "Nous serons toujours le journal de la Révolution; nous voulons aider à forger le consensus entre sandinistes, à consolider notre influence et gagner de la crédibilité auprès de nouveaux lecteurs".

PRIX DES DROITS DE L'HOMME. La Commission des droits de l'homme d'Amérique centrale (CODEHU-CA) a été distinguée par le gouvernement français pour son travail. 21 000 dollars seront remis le 17 février à Paris à sa présidente actuelle, Vilma Nuñez, qui est aussi responsable de la Commission nicaraguayenne des droits de l'homme. L'argent sera utilisé pour une campagne spécifique en faveur des femmes, qui a déjà commencé. Vilma Nuñez a signalé que c'est la première fois qu'une organisation latino-américaine reçoit un prix aussi important et qu'il s'agit non seulement de la reconnaissance d'un travail mais aussi d'un soutien politique au niveau de la Communauté européenne.

MISSILES. Le gouvernement a annoncé qu'il réclamerait au FMLN les 28 missiles donnés à la guérilla le mois dernier par des officiers de l'Armée populaire sandiniste.

LA COMMUNAUTE ARABE de Managua, composée de 300 familles pour la plupart d'origine palestinienne, ne lâche plus Radio Bagdad depuis le début de la guerre du

Golfe, car "la télévision ne donne que la version *gringa* du conflit". "S'ils nous appellent, nous sommes prêts à aller combattre pour notre terre, pour en finir avec les humiliations que nous subissons depuis des siècles", déclare un jeune palestinien dont la famille a connu la répression sioniste dans les territoires occupés par Israël.

PLUS ALIENE, TU MEURS. De jeunes nicaraguayens exilés au Etats-Unis pour fuir le service militaire durant les années de guerre se sont portés volontaires à Miami pour aller combattre aux côtés des Forces armées US.

CONTRE LA GUERRE. La Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine (COPPPAL) appelle à un cessez-le-feu immédiat dans le Golfe et à l'ouverture de négociations justes. Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir au Mexique s'aligne sur l'opposition mexicaine qui demande un embargo pétrolier contre les Etats-Unis si la guerre se prolonge.

EL SALVADOR. L'évêque auxiliaire de San Salvador, Mgr Rosa Chávez, a déclaré dans une homélie que la guerre du Golfe "peut créer un climat qui favorise de plus graves violations aux droits de l'homme et faire oublier qu'ici, nous sommes aussi en guerre". Il a dénoncé de nouvelles menaces faites publiquement par des escadrons de la mort à des religieux, des militants des droits de l'homme, des syndicalistes et des hommes politiques. Il a qualifié de "douloureuse" la couverture des événements du Proche-Orient par la presse, qui les présente "comme un spectacle, une guerre des galaxies". Il s'est prononcé en faveur d'une conférence mondiale sur la Palestine.

EL SALVADOR. L'armée salvadorienne et les escadrons de la mort ont massacré une quinzaine de paysans le lundi 21 à quelques kilomètres de la capitale. Pour le FMLN, cette action terroriste contre la population civile, la plus violente depuis l'assassinat des jésuites, est destinée à "intimider la population face à l'audience croissante des partis d'opposition dans la campagne électorale". Pour la guérilla, des massacres tels que celui-ci "donnent raison à la lutte armée dans un pays transformé par les militaires en royaume de l'impunité". Le FMLN estime que les élections "ne résoudront pas la crise ni ne feront taire les armes" si des accords concrets ne sont pas passés à la table de négociations.

JA/PP
8034 Zurich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum. Coordinateur: Martin Muheim. Téléphone: (41) 01/382'04'66. Téléc: (45) 817'585'158 com ch. Electronic mail: GeoMail NET2:ANN-EUROPA; Internet ANN-EUROPA@NET2.GEOMAIL.ORG; DASnet (DCFCM2)ANN-EUROPA.

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédérique Perrin. Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 518 / CHF 142; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'286 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 22. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.